Perception et gestion des risques en Asie du Sud-Est : une introduction

Bernard Formoso *
Université de Montpellier, CERCE-LERSEM, EA 4584, Montpellier

Nous vivons en ce début de XXIe siècle dans un monde à hauts risques. D'un côté, rien ne prouve que l'humanité, prise dans sa globalité, soit aujourd'hui plus exposée aux désastres et à la mort que celle de Néandertal ou de l'Europe du milieu du XIVe siècle ravagée par la peste noire. De l'autre, le surdéveloppement des forces de production qui marque la phase actuelle de modernisation libère de plus en plus de forces de destruction, ainsi que le remarque le sociologue allemand Ulrich Beck (2008 : 38). En parallèle, notre perception du monde est de manière croissante envahie d'informations touchant tous les aspects de la vie et qui véhiculent l'idée que le danger se niche dans le moindre de nos choix et dans la plus banale de nos activités. L'effet en est l'essor d'une pensée occidentale de plus en plus hantée par le doute, le souci de l'anticipation et les calculs de probabilité en préalable à l'action. La production à haute dose du risque que génèrent par leurs effets conjugués l'anthropocène et l'ère hyper-informationnelle jettent « une ombre toujours plus dense sur le gain de pouvoir que représente le "progrès" technique et économique », ainsi que l'écrivait Beck (2008 : 26).

Dans le registre alimentaire qui nous touche au plus près on nous ressasse ainsi au fil des actualités que consommer trop de viande, de gras et de sucre augmente les risques de cancer, de maladies cardiovasculaires et de diabète. On nous apprend que le poisson comme le sel de mer contiennent de multiples résidus de

* Bernard Formoso est professeur d'ethnologie à l'université Paul Valéry (Montpellier 3). Il est également directeur du Centre d'études et de recherches comparatives en ethnologie de Montpellier (CERCE-LERSEM – EA 4584).

polluants, parmi lesquels des microparticules de plastique dont on ne saisit pas encore très bien l'impact sur nos organismes, que la plupart des fruits et légumes sont pollués par les pesticides, que la nocivité de l'alcool se mesure dès le premier verre, etc. Dans le registre médical, même les médicaments et protocoles de soins censés prévenir et guérir sont soumis au même régime d'incertitudes, en raison des scandales qui, du sang contaminé au Levothyrox en passant par le Médiator, ont défrayé la chronique ces dernières années. Sur un plan plus général une nouvelle génération de penseurs, autoproclamés *collapsologues*, prophétisent l'écroulement inexorable des sociétés de la dernière modernité, du fait du saccage de la nature qu'elles ont organisé et qui ne pourrait plus être rattrapé [1].

Si la société industrielle s'est accompagnée d'une culture du doute méthodique, portée notamment par l'investigation scientifique, ce doute n'est plus circonscrit aux seuls objets de la recherche, mais s'insinue désormais au cœur des procédures scientifiques et de leurs applications technologiques. Les scandales qui discréditent les laboratoires pharmaceutiques en témoignent, mais on pourrait aussi étendre le constat aux tenants de l'industrie agro-alimentaire (voir le scandale *Lactalis* du lait contaminé) et aux opérateurs du nucléaire civil ou de la chimie, tant les protocoles de vérification sanitaire des uns et de sûreté des autres présentent des failles. En matière de production du risque le nucléaire mérite une mention toute spéciale puisque l'on sait depuis Tchernobyl que les catastrophes dont il est le facteur se jouent des frontières, échappent à toute perception immédiate et rendent dérisoire les protections et les responsabilités par les réactions en chaîne qu'elles provoquent et la quasi-irréversibilité de leurs dégâts. Certes le contrôle de l'atome a été le point culminant des rêves humains de maîtrise de la nature, note Anna Tsing (2015 : 3), mais il fut aussi, ajoute-t-elle, le point de départ du reflux de ces rêves, tant les Hommes prirent alors conscience qu'ils pouvaient se détruire et détruire la nature.

J'ai insisté sur le rôle considérable joué par les médias dans la perception des risques, mais les pouvoirs publics et en contrepoint les agents de la société civile qui dénoncent leurs manquements assument également une responsabilité importante en ce sens. La gouvernementalité (Foucault 2004) des personnes et des corps que les politiques publiques étendent et sophistiquent à grand renfort de lois, de décrets, de campagnes de prévention et de dépistage, de mises en garde, de prescriptions, d'obligation et d'interdits ont pour finalité de prévenir les risques. Ce faisant elles contribuent activement à leur perception tout en couvrant des domaines de plus en plus vastes. En restreignant les libertés individuelles, elles incitent aussi à la transgression et ce faisant créent de nouveaux risques liés à leur pouvoir de sanction pour tous ceux qui ne jouent pas le jeu, se mettent en danger et mettent en danger la vie d'autrui.

Finalement, les sociétés post-industrielles de la « dernière » ou de la « haute » modernité (Giddens 1990 : 38) font certes face au danger comme leurs antécédents civilisationnels, mais elles ont surtout pour particularité de se mettre de plus en plus en danger par leurs activités et leur perception de ces activités. Dans ce dernier registre elles poussent si loin l'investigation sur les effets induits des activités

humaines, mues en cela par l'obsession du tout prévoir et du tout contrôler, qu'elles rendent manifeste au plus grand nombre l'impossibilité pratique d'une telle maîtrise et propagent à un degré jamais atteint jusqu'alors le doute, la suspicion et le désenchantement au sein de l'opinion publique.

Ces propos liminaires illustrent le fait que la perception des risques et du danger tout comme l'état d'incertitude sont des faits socialement construits et qu'à ce titre ils varient considérablement d'un milieu social et d'un cadre culturel à l'autre, mais aussi en fonction des enjeux politiques dont ils sont investis. En effet, au-delà même du panoptique imposé par l'État et dont nous avons rendu compte à travers la notion foucaldienne de gouvernementalité de la vie, prendre des risques et/ou exposer les autres à des dangers sont des attitudes éminemment politiques qui amènent des réponses du même ordre par le jeu combiné de la surveillance, de l'accusation et de la sanction, ainsi que Mary Douglas fut l'une des premières à le relever (1992).

Cela dit, le risque se construit par référence à des facteurs de nature très variables. On peut cependant en esquisser une typologie dans cette introduction.

1) *Les premiers facteurs de risques sont géophysiques et climatiques.* On fait référence ici aux tremblements de terre, aux éruptions volcaniques, aux tsunamis, aux inondations, aux phases de sécheresse prolongées. Dans ce volume, Adeline Martinez traite de ce premier type de facteurs à l'étude de cas de Javanais qui vivent depuis des générations sous la menace directe des éruptions périodiques du volcan Merapi. Si la rationalité occidentale interprète le plus souvent ces catastrophes comme l'effet de forces naturelles sur lesquelles l'homme a peu de prise, il n'en va pas de même pour de multiples formes de rationalité non occidentales pour qui elles sont à l'inverse l'expression d'un châtiment divin pour des fautes commises. Michael Dove a ainsi montré qu'une corrélation étroite était établie par la pensée analogique javanaise entre l'explosion du Mont Merapi et celle du système politique, ceci en vertu d'un mode d'interprétation où le divin assume une fonction panoptique (Dove 2010 : 121-127). Adeline Martinez, pour sa part, met en évidence le fort contraste qui démarque l'appréciation des menaces volcaniques par les autorités et les locaux, d'autant que ces derniers entendent tirer parti de l'attrait touristique du site.

2) *Le second cas de figure concerne des risques conçus comme la réponse possible du milieu naturel à l'endroit d'activités humaines insuffisamment contrôlées.* Ainsi, les pêcheurs de Malekula, au Vanuatu, associent la diminution du stock de poissons à la baisse de la fécondité humaine, elle-même due aux conflits politiques et fonciers (voir Laurent Dousset dans le présent volume). De même, dans l'imaginaire occidental d'aujourd'hui, construit à grand renfort de prévisions scientifiques, les gaz polluants en augmentation constante, issus de l'activité industrielle, de l'agriculture, des transports et des consommations domestiques sont à l'origine d'une pollution atmosphérique et d'un réchauffement climatique, dont les effets redoutés sont déjà perceptibles, qu'ils se manifestent par une augmentation des maladies pulmonaires et du sang, une élévation du niveau des océans et la submersion progressive de

régions côtières densément peuplées, ainsi que des accidents climatiques de plus grande force qu'auparavant. Dans cette optique, les responsabilités de ces changements et les risques qu'ils font peser pour la vie sur terre sont collectifs. Tout homme en assume une part petite ou grande. De surcroît, dans cette configuration, le degré d'exposition au risque est en partie indécidable, du fait que très souvent la menace est de prime abord indétectable et qu'elle défie les stratégies de confinement. L'air pollué de grandes agglomérations s'impose à l'ensemble de leurs habitants, sans distinction de classe.

Dans d'autres systèmes de croyance, ces responsabilités, tout en restant imputées à l'humanité, sont plus ciblées sur des catégories d'agents spécifiques campés dans le rôle de bouc émissaire. Dans leur contribution au présent volume Olivier Evrard et Mary Mostafanezhad montrent que les agriculteurs sur brûlis dont le système d'exploitation du milieu a de longue date était stigmatisé par les pouvoirs publics se voient accusés d'être à l'origine des nuages de pollution qui saturent l'air de Chiang Mai en saison sèche, de février à avril, alors que les mesures scientifiques prouvent qu'ils n'en sont que très marginalement responsables. De leur côté, les consommateurs khmers de Phnom Penh suspectent les séculaires ennemis vietnamiens de chercher à les empoisonner en commercialisant localement des produits phytosanitaires dangereux, relève Eve Bureau-Point dans son article consacré à la perception des risques liés à l'usage de plus en plus massif des pesticides au Cambodge.

3) *Le troisième type de facteurs a trait à la transgression des règles sociales.* La société est alors ouvertement autoréférentielle dans la production du danger. C'est par exemple la criminalité sous toutes ses formes qui fait peser ses risques potentiels ou avérés sur l'intégrité des biens et des personnes. Ce sont aussi dans certaines sociétés les effets épidémiologiques de sanctions portées par les ancêtres, les esprits ou les dieux et que motivent la transgression des règles d'union, l'infidélité conjugale, le non-respect des tabous alimentaires, ou autres fautes. Dans ce type comme dans les précédents, mais en référence à des enjeux sociétaux plus immédiats et aisément perceptibles, les règles et la transgression des règles se renforcent mutuellement dans la production du risque. En effet, les menaces sont toujours et partout conçues par référence à des normes, des usages, des valeurs et des intérêts qu'elles pourraient contrarier. À chaque règle donc son régime de transgression et l'augmentation des unes induit mécaniquement la croissance des secondes.

De plus la production de certaines règles peut entrer en conflit avec des valeurs par ailleurs cultivées et du même coup faire peser des risques sur leur accomplissement. Diverses lois et dispositions liberticides produites ces dernières années dans de nombreux pays au nom du renforcement de la sécurité face à la menace terroriste en offrent l'illustration. Bernard Formoso aborde cette dialectique dans son compte rendu des voies très différentes qu'ont emprunté l'État thaïlandais et les habitants d'un village du royaume pour résoudre dans les années 2000 le problème de l'augmentation de la criminalité induite par le trafic et la consommation de méthamphétamines et autres drogues de synthèse.

4) *Enfin, le quatrième type de risque découle de la malveillance volontaire.* Celle-ci peut certes aller à l'encontre des valeurs morales sans nécessairement impliquer une transgression des règles. Les systèmes sorcellaires où règne une suspicion généralisée à l'endroit des intentions d'autrui illustrent le propos. Dans sa contribution Laurent Dousset analyse en détail la manière dont la sorcellerie agit sur la teneur des rapports sociaux au Vanuatu. En complément de son récent ouvrage *Pour une anthropologie de l'incertitude* (2018), il traite aussi des relations complexes qu'entretiennent la notion englobante d'*incertitude* et celle plus spécifique de *risque*. Il soutient notamment que l'incertitude correspond à un état où l'anticipation est compromise par un horizon social des attentes en profond décalage avec la réalité que perçoit et vit l'individu.

L'Asie du Sud-Est : une région à haut risque ?

Si la thèse selon laquelle l'humanité de ce début de XXIe siècle est plus exposée aux catastrophes qu'auparavant fait débat, en revanche le nombre de désastres enregistrés par les médias et les experts des Nations unies a augmenté au rythme de 6 % an de 1962 à 1992, ces chiffres révélant une saillance toujours plus grande du couplage occurrence-perception des menaces (Walker & Walter 2000 : 188). Pour clore cette introduction il me paraît utile de passer en revue les risques environnementaux qui pèsent sur l'Asie du Sud-Est en ce début de XXIe siècle en m'en tenant aux ressources qui relèvent du « bien commun » (terre, eau, air) et en basant l'examen sur les rapports de synthèse du type « bilan et perspective » que produisent périodiquement divers instituts de recherche et les grands organismes internationaux, via leurs agences ou programmes spécialisés.

L'Asie du Sud-Est est l'une des parties du monde dont la croissance économique est la plus forte (+ 5 % an en moyenne pour les pays de l'ASEAN de 1971 à 2015 selon les données de la Banque mondiale). Elle est aussi l'une des plus exposées aux aléas géophysiques et hydro-climatiques, qu'ils prennent la forme d'inondations, de sécheresses, de tremblements de terre, de tsunamis et d'éruptions volcaniques. Sur le plan géophysique, elle est localisée à la conjonction de quatre grandes plaques tectoniques : indo-australienne, eurasienne, pacifique et des Philippines. De plus, l'arc tectonique qui va d'Aceh aux Philippines compte plus 150 volcans actifs, en faisant l'un des plus dangereux au monde. Concernant les aléas hydro-climatiques, la région subit une forte pluviométrie, des dépressions tropicales de grande ampleur et de manière croissante les perturbations de la circulation atmosphérique des masses d'eau dues au phénomène « El Niño ». Elle fait donc partie des zones où le nombre de désastres répertoriés est le plus élevé. L'*Emergency Events Database* de l'université catholique de Louvain [2] a ainsi recensé, entre 1900 et 2019, 1 868 catastrophes naturelles en Asie du Sud-Est ayant provoqué le décès de 508 614 personnes. À elle seule cette sous-région compte pour 31 % des désastres intervenus sur l'ensemble de l'Asie au cours de la période. De plus, selon la même source, le nombre d'évènements tragiques l'affectant n'a cessé de croître : 212 dans les années 1980 (17 746 morts), 339 dans les années 1990

(34 480 décès), 516 dans les années 2000 (342 341 morts) et 537 entre 2010 et juin 2019 (24 131 morts). De 2004 à 2013, 527 évènements ont causé le décès de 354 293 personnes dans la région, selon les chiffres fournis par l'UNESCAP[3]. Entre 1975 et 2015 l'Asie du Sud-Est a été la zone de la planète ayant connu le plus fort taux de mortalité pour cause de désastres naturels, soit 0,09 % de sa population[4].

Le rapport Global Environment Outlook (GEO) que publie périodiquement l'United Nations Environment Programme (UNEP) offre d'utiles statistiques et projections concernant l'impact de l'action de l'homme sur la biosphère. Pour la région Asie-Pacifique la dernière en date de ses livraisons date de 2016. Ce rapport prédit que l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique seront dans les décennies à venir les plus affectées par le réchauffement climatique (UNEP 2016 : 32). Elles s'exposent en particulier à des oscillations de plus en plus brutales du courant méridional d'El Niño, avec à la clef des épisodes meurtriers d'inondation et de sécheresse, en même temps que des feux de forêt au pouvoir destructeur croissant. Les données produites par l'EM-DAT[5] vont dans le sens de ces prédictions. En comparant les désastres intervenus dans la région par type entre 1980 et 2009, elles montrent une élévation très nette du nombre de tempêtes et d'inondations destructrices depuis le début du XXI^e^ siècle, vraisemblablement due à El Niño. Face à ces défis, d'autres études montrent que les États locaux sont parmi les moins efficients de la planète pour la prévention des risques environnementaux (Hsu *et al.* 2014). En résultent pour leurs populations des risques amplifiés, néanmoins variables en fonction du degré de vulnérabilité des pays et régions. En 2009, l'International Development Research Center a produit un indice pour mesurer cette vulnérabilité à partir de divers indicateurs de « développement humain » (taux de pauvreté, d'alphabétisation, espérance de vie, etc.). Son *Economy and Environment Program for Southeast Asia* (EEPSEA) montre que le Laos, le Cambodge et les Philippines sont les plus précaires au regard de cet indice[6].

La qualité de l'air s'est considérablement dégradée en Asie du Sud-Est au cours des quatre dernières décennies, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : l'accroissement démographique, l'essor industriel, l'élévation du niveau de consommation des énergies fossiles, du bois et des produits agricoles, ou encore le recours au brûlis pour convertir de vastes zones forestières en plantations extensives d'hévéas et de palmiers à huile. Selon un décompte effectué par la FAO, l'Indonésie, la Malaisie et le Cambodge où ces plantations sont développées à grande échelle ont perdu 28 millions d'hectares de forêt entre 1990 et 2012 (FAO 2010).

Les concentrations dans l'air de particules fines (fumées d'hydrocarbures, suif, méthane, poussières) étaient en 2012, selon les points de mesure, deux à trois fois supérieures dans la région Asie-Pacifique par rapport à celles relevées en Europe (Pongpiachan *et al.* 2015 : 435-444). Entre 1970 et 2010 les taux de dioxyde de soufre ont plus que doublé en Chine et en Asie du Sud-Est, alors que le taux de suif décuplait (UNEP 2016 : 52). De plus, selon certaines projections, le réchauffement climatique pourrait affecter durablement le régime des moussons dans un proche avenir, en réduisant drastiquement la pluviométrie dans certaines régions, en déplaçant les masses d'eau vers l'ouest et en retardant sur un plan général le

début de la mousson de quinze jours (Loo, Billa & Singh 2015 : 817-823). Si elles se vérifient, ces prévisions seront lourdes de conséquences sur la productivité agricole et sur la situation économique de vastes ensembles de populations.

Par ailleurs, l'eau devient une ressource de plus en plus problématique dans la région du fait de la dégradation accélérée de sa qualité. Le niveau de pollution de cette matière première prend pour indice le fait que le volume des déchets produits par l'Asie représentait 43 % de la production mondiale en 2014, avec à la clef d'importantes pollutions des nappes phréatiques, des cours d'eau et des mers, sous forme notamment de dépôts plastique dans ce dernier cas. Ajoutons encore que près de 20 millions d'hectares étaient en voie de salinisation dans la région en 2015, en raison de l'expansion des zones irriguées et avec elles des volumes d'eau saumâtres (FAO & ITPS 2015).

Les perspectives dont rendent compte ces données chiffrées et estimations ne pourront au final que sensibiliser de plus en plus les populations de l'Asie du Sud-Est aux menaces environnementales liées à l'anthropocène, tant celles-ci sont susceptibles d'affecter leur quotidien. Ce faisant, elles accentueront ce sentiment de précarité, qui ne cesse de gagner du terrain en ce début de XXIe siècle et qui, note Anna Tsing, ancre dans les consciences la conviction d'une imprévisibilité et d'une perte de contrôle généralisées (2015 : 20).

Notes

1. Parmi eux citons Diamond (2009) ou encore Servigne & Stevens (2015).
2. Voir EM-DAT, The Emergency Events Database, Université catholique de Louvain (UCL)-CRED, D. Guha-Sapir, www.emdat.be, Brussels, Belgiu, consulté le 03/06/2019.
3. UNESCAP, *Statistical yearbook for Asia and the Pacific*, 2014, United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific Virigina. Voir http://www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP-SYB2014_0. pdf, consulté le 16/09/2018.
4. EM-DAT, *Emergency Events Database*, 2015, http://emdat.be/disaster_list/index.html, consulté le 16/09/2018.
5. http://www.emdat.be.
6. Cité par Fontenelle (2014 : 80).

Références

BECK, Ulrich, 2008 [1986], *La société du risque*, Paris : Flammarion, coll. « Champs essais ».

DIAMOND, Jared, 2009 [2004], *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur effondrement ou de leur survie*, Paris : Gallimard, coll. « Essais ».

DOUGLAS, Mary, 1992, *Risk and Blame. Essays in Cultural Theory*, Londres-New York : Routledge.

DOUSSET, Laurent, 2018, *Pour une anthropologie de l'incertitude*, Paris : Éditions du CNRS, coll. « Bibliothèque de l'anthropologie ».

DOVE, Michael, 2010, « The Panoptic Gaze in a Non-Western Setting : Self-Surveillance on Merapi Volcano, Central Java », *Religion*, 40 : 121-127.

FAO, 2010, *Global Forest Resources Assessment 2010*, Rome, FAO Forestry Paper 163.

FAO & ITPS, 2015, Status of the World's Soil Resources (SWSR) – Main Report, Food and Agriculture Organization of the United Nations and Intergovernmental Technical Panel on Soils, Rome, 2015, http://www.fao.org/3/a-i5199e.pdf.

FONTENELLE, Jean-Philippe, 2014, « Caractéristiques physiques, logiques de peuplement et mise en valeur de l'espace : quelles vulnérabilités des sociétés d'Asie du Sud-Est face aux aléas climatiques ? », in *Perception et gestion des risques. Approches méthodologiques appliquées au développement*, Stéphane Lagrée, éd., Hanoï, Les journées de Tam Đảo, p. 67-83.

FOUCAULT, Michel, 2004, *Sécurité, territoire, population*, Paris : Éditions du Seuil.

GIDDENS, Anthony, 1990, *The Consequence of Modernity*, Cambridge : Poity Press.

HSU, A., EMERSON, J., LEVY, M., DE SHERBININ, A., JOHNSON, L., MALIK, O., SCHWARTZ, J. & JAITEH, M., 2014, *The 2014 Environmental Performance Index*, New Haven, CT : Yale Center for Environmental Law and Policy, http://epi.yale.edu/, consulté le 18/09/2018.

LOO, Yen Yi, BILLA, Lawal & SINGH, Ajit, 2015, « Effect of Climate Change on Seasonal Monsoon in Asia and its Impact on the Variability of Monsoon Rainfall in Southeast Asia », *Geoscience Frontiers*, 6 : 817-823.

PONGPIACHAN, Siwatt, TIPMANEE, Danai, KHUMSUP, Chukkapoong, KITTIKOON, Itthipon, HIRUNYATRAKUL, Phoosak, 2015, « Assessing Risks to Adults and Preschool Children Posed by PM2.5-Bound Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAHs) during a Biomass Burning Episode in Northern Thailand », *Science of the Total Environment*, 508 : 435-444.

SERVIGNE, Pablo & STEVENS, Raphaël, 2015, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris : Éditions du Seuil.

TSING, Anna, 2015, *The Mushroom at the End of the World. On the Possibility of Life in Capitalist Ruins*, Princeton et Oxford : Princeton University Press.

UNEP, 2016, *GEO 6, Regional Assessment for Asia and the Pacific*, Nairobi : United Nations Environment Programme.

WALKER, Peter & WALTER, Jonathan, éd., 2000, *World Disasters Report 2000. Focus on Public Health*, Genève : International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies.